



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le 5 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur



PLASTIFER

41 rue Victor Basch 52104 ST DIZIER

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 octobre 2022 dans l'établissement PLASTIFER implanté 41 rue Victor Basch 52104 ST DIZIER. L'inspection a été annoncée le 3 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLASTIFER
- 41 rue Victor Basch 52104 ST DIZIER
- Code AIOT : 0005701274
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

L'établissement est autorisé à stocker, trier et regrouper des déchets principalement de métaux et de bois. L'exploitant est également autorisé à recevoir et dépolluer des véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action régionale DREAL 2022 - Tri - Transit - Regroupement de déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/06/2016, article R512-47	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	Conditions et capacités de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/01/2007, article 3.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
3	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
4	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.512-11	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	/	Sans objet
6	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.2	/	Sans objet
7	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2008, article 2.9	/	Sans objet
8	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 a) et b)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	/	Sans objet
10	Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 c) et d)	/	Sans objet
11	Opération de tri des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/01/2007	/	Sans objet
12	Typologie de déchets	Arrêté Préfectoral du 10/01/2007	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux non conformités ont été relevées. Une concernant l'état des dalles de plusieurs cellules de stockage accueillant des déchets dangereux (bidons de colorants alimentaires et réfrigérateurs) susceptibles de polluer les sols, par fuite et lessivage par les pluies météoriques. L'autre concernant le stockage non autorisé des déchets dangereux autres que les batteries récupérées du public.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2016, article R512-47
Thème(s) : Actions nationales 2022, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.
Constats : L'exploitant est autorisé par l'arrêté n° 648 du 10/01/2007. Les arrêtés complémentaires sont applicables pour établissement : l' APC n° 1877 du 11/06/2008 et l' APC n°1866 du 07/07/2011. Les différents déchets stockés et traités sont : Ferrailles 14 000 tonnes, métaux non ferreux : 800 tonnes, bois : 1 000 tonnes, papier/carton : 60 tonnes. Toutefois, une cellule de stockage contient plusieurs m3 (< 100 m3) de réfrigérateurs usagés, classés déchets dangereux sous la rubrique ICPE 2711(Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719). Concernant les déchets dangereux (rubrique 2718), seules les "batteries récupérées auprès de particuliers" (APC du 07/07/2011) sont autorisées. La rubrique 2711 ne fait pas partie des rubriques du tableau des activités autorisées de l'APC n°1866 du 07/07/2011. Pour accepter ces déchets dans l'établissement, une régularisation administrative, sous la forme d'un porter à connaissance avec mise à jour des rubriques d'activités de l'établissement et, éventuellement, mise en place de prescriptions complémentaires, doit être demandée au Préfet de Haute-Marne, conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement. A défaut, ces déchets dangereux doivent être évacués du site vers un établissement dûment autorisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Actions nationales 2022, registre déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
Constats : L'exploitant a mis en place un registre informatisé des déchets entrants. Toutes les informations y figurent. La zone de chalandise de l'arrêté préfectoral d'autorisation (Haute-Marne et départements limitrophes) est respectée : les déchets proviennent de Saint-Dizier et 20 km aux alentours, en général. Certains enlèvements ponctuels peuvent être organisés jusqu'à 100 km du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2022, registre déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes
Constats : L'exploitant a mis en place un registre informatisé des déchets sortants. Toutes les informations y figurent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.512-11
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'Etat en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés.
Constats : Le tableau des rubriques autorisées ne mentionne pas de rubrique 2716. L'établissement n'est pas concerné par un contrôle périodique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. - d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'1 poteau incendie extérieur, la proximité du canal où peut être puisée de l'eau, 38 extincteurs et plusieurs réserves de sable. Le dernier contrôle annuel a été effectué le 15/03/2022. Les remarques et non conformités ont été traitées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer une pollution ou un accident font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de déconditionnement, conditionnement de produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou des déchets présents.</p>
<p>Constats : Les consignes de sécurité sont affichées sur le site. Une procédure en cas d'accident est établie et disponible dans les documents d'accueil et sur les fiches de poste.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2008, article 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, capacité de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : Les zones convenablement dallées disposent d'avaloirs et 2 débourbeurs-déshuileurs sont en place. Après traitement (décantation et analyses annuelles), les eaux pluviales sont rejetées dans la Marne. Un plan du site à jour et une procédure en cas d'accident sont établis. Une vanne de sectionnement est présente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Procédure d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 a) et b)
Thème(s) : Autre, Contrôles à l'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. <p>Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.</p> <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p> <p>Constats : Une aire d'attente est présente sur le site. Un contrôle visuel (caméra + opérateur) est effectué à l'arrivée des camions. Une procédure d'acceptation préalable existe pour les rendez-vous de professionnels. Pour les livraisons de batteries provenant de particuliers sans rendez-vous, aucune procédure d'acceptation préalable n'est mise en place. Le contrôle visuel du chargement est effectué à la pesée. Un portique de contrôle de radio-activité est en place et vérifié annuellement. Un bon de pesée est délivré en cas d'acceptation. Le registre des déchets entrants est renseigné avec les éléments nécessaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
Thème(s) : Autre, Identification des différents entreposages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. - Entreposage des déchets Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).
Constats : Les aires de stockages sont distinctes pour chaque type de matériaux (plastiques, ferrailles...) et délimitées par des murets. Les zones de stockage sont bétonnées excepté pour les cellules où sont stockés des bidons en plastique de colorants alimentaires, et des réfrigérateurs. (voir point de contrôle ci-dessus)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Gestion des anomalies à l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 c) et d)
Thème(s) : Autre, Procédure de refus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser. d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet. Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.
Constats : Un registre d'enregistrement des non-conformités (les refus y figurent) est établi et archivé sur 3 mois et 12 mois. Une procédure d'anomalies est établie (radioactivité, explosifs,) et utilisée par les opérateurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Opération de tri des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2007
Thème(s) : Autre, Opération de tri des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets sont-ils triés en fonction de leur nature et de leur exutoire ? Quels sont les outils de tri disponibles sur site ? Bande de tri manuelle, bande de tri automatique, tri manuel, grappin, autres.... Combien d'opérateurs sont affectés au tri des déchets ? (état avant / après tri)
Constats : Le tri est effectué visuellement, par électro-aimants et grappins, découpe, broyage du bois. 3 opérateurs sont dédiés au tri des matériaux
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Typologie de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2007
Thème(s) : Autre, Typologie de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lister les différents types de déchets reçus au moins sur les 5 flux : papier/carton, plastique, métal, verre, bois. Pour chaque typologie de déchets, relever pour l'année 2021 : - tonnages entrants - le pourcentage de valorisation
Constats : Les différents matériaux triés sont évacués : 80 % ferrailles, 100 % métaux non ferreux, 100 % plastiques, 100 % bois, 100 % bois traités, 100 % papiers/cartons, 100 % verre (pare-brises), les DIB.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Conditions et capacités de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2007, article 3.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des zones affectées au stockage de déchets ou véhicules, ainsi que les aires extérieures d'exploitation, sont étanches et reliées au réseau d'eaux usées mentionné à l'article 8.1.
Constats : Toutes les zones extérieures de stockage dont certaines susceptibles d'être polluées, ne sont pas sur dalle étanche. Les dalles de plusieurs cellules recevant des déchets contenant des produits dangereux (bidons de colorants alimentaires, réfrigérateurs) sont très fortement dégradées. Cette prescription n'est pas respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois